



ALL THE DETAILS • POUR EN SAVOIR PLUS

Newsletter for the members of the Association of Justice Counsel
Bulletin d'information à l'intention des membres de l'Association des juristes de Justice

Vol. 4, No. 4, March 7, 2011

Vol. 4, No.4, 7 mars 2011

Quebec's Bill 135: 1500 Crown Lawyers Muzzled by Back to Work Legislation

On February 22nd, 2011, the Quebec government fast tracked into law Bill 135, which put an abrupt end to the lawful two week strike of the province's 1500 prosecutors and crown lawyers. The legislation forces these professionals back to work against their will, abolishes their right to collective bargaining, and makes fundamental freedom of association and expression a punishable offence. A state imposed gag order now muzzles the very people whose voices we depend on to uphold the Constitution.

Quebec's prosecutors and crown lawyers had taken to a strike as a last resort after suffering from chronic under-resourcing. For years, they have toiled at the bottom of compensatory rankings, lagging 40% behind the national average, leading to high burn-out and departure rates.

The AJC has been unwavering in its support of our Quebec colleagues, joining with other provincial crown associations from across the country to walk the picket line, observing moments of silence over our lunch hours, and writing elected officials, urging a repeal of the back to work legislation. This was an unprecedented showing of solidarity.

Quebec Justice System Compromised

Bill 135 is beyond draconian. It has resulted in a number of grave consequences for the people of Quebec. First, with insufficient resources and waves of resignations to come, it throws into doubt major cases involving vicious gangs and corruption. Second, as the head of the Barreau du Québec has publicly stated, this legislation breaks the "bond of trust" between the provincial government and its crown lawyers. And third, Bill 135 is blind to a half-century of labour relations progress, putting the provincial government in flagrant violation of the Charter and international conventions to which Canada is a signatory. All indications are that the Quebec justice system is dangerously compromised.

La loi 135 : 1 500 procureurs de la Couronne se font museler suite à l'adoption d'une loi sur le retour forcé au travail

Le 22 février 2011, le gouvernement du Québec a adopté à la hâte la loi 135 qui a mis subitement fin à la grève légale de deux semaines des 1 500 procureurs de la Couronne et des juristes de l'État. Cette loi oblige ces professionnels à retourner au travail contre leur gré, abolit leur droit à la négociation collective et fait du droit fondamental de liberté d'association et d'expression une infraction punissable. La consigne du silence imposée par l'État se trouve donc à museler ceux-là même sur qui nous dépendons pour faire respecter la Constitution.

Les procureurs de la Couronne et les juristes de l'État au Québec, aux prises avec un manque chronique de ressources, ont dû en dernier recours faire la grève. Depuis des années, ils sont au bas de l'échelle de rémunération, soit 40 % en deçà de la moyenne nationale de leurs confrères, ce qui a occasionné des taux élevés d'épuisement professionnel et de départ.

L'AJJ a été d'un soutien et d'une aide sans réserve pour ses collègues au Québec. Les membres des associations de juristes de l'État à travers le pays ont marché avec eux sur la ligne de piquetage, observé des moments de silence durant l'heure du dîner et écrit aux élus, leur demandant d'abroger la loi forçant le retour au travail. Il s'agissait d'une manifestation de solidarité sans précédent.

Un système de justice québécois hypothéqué

La loi 135 est pire qu'une mesure draconienne. Elle a entraîné plusieurs conséquences graves au Québec. Premièrement, compte tenu des ressources insuffisantes et des vagues de démissions à venir, elle remet en question toutes les causes majeures à entendre impliquant les gangs violents et la corruption.

Bill 135 did not merely snuff out a lawful strike. It unilaterally imposed a five year collective agreement. Rather than legislating the government's last offer, salary adjustments were capped at lower than the cost of living. All other terms of employment were set and remain non-negotiable until 2015.

Bill 135 also offence provisions are as broad as they are breathtaking. They make punishable any activity or expression seen by the government as hindering legal services.

Penalties include suspension of pay, daily fines of up to \$125,000, and termination. The legislation also paves the path for the representative unions to be sued.

All of this is incompatible with the Supreme Court of Canada's landmark decision in *Health Services and Support – Facilities Subsector Bargaining Assn. v. British Columbia*, [2007] 2 S.C.R. 391, where it was held that the right to bargain collectively enhances human dignity, helps to bring balance to the historical inequality between the employer and employee, and strengthens our democracy.

The fallout in Quebec has been devastating. Approximately 40 of the province's chief prosecutors have submitted resignations from their posts. Venerable crown counsel, including the president of the Association des procureurs aux poursuites criminelles et pénales (APPCP), the organization that represents Quebec's prosecutors, have gone so far as to call for an intervention by the federal government.

In the most recent Speech from the Throne, the Prime Minister spoke about the Federal Government's desire to crack down on organized crime in order to ensure safe communities. But if Quebec prosecutors and crown lawyers continue to be stifled under Bill 135, more Canadians will be victimized by gangs and other criminals, who will be allowed to carry on with impunity.

We urged the Attorney General of Canada to speak to his counterpart, the Quebec Minister of Justice, and ask him to reconsider this law. It must be repealed, or will face being struck down by the courts. Until then, the strike may be over, but the administration of justice in Quebec will remain in a crisis.

Bill 135 An Assault on the Legal Community

An assault has been launched on the fundamental rights of 1500 crown lawyers in Quebec. These are our colleagues.

As ministerial delegates, we are all united in our sworn oath to uphold the rule of law, and are held to the highest of ethical and professional standards. Yet bill 135 perpetuates unyielding workloads, forces a triaging of priorities, and places our obligations in peril.

For these reasons, we are calling on all the Attorneys General, provincial law societies, and indeed all members of the legal community, to collectively denounce this bill as abhorrent. It is contrary to everything we stand for.

Deuxièmement, comme le directeur du Barreau du Québec l'a publiquement déclaré, cette loi brise le « lien de confiance » entre le gouvernement provincial et les procureurs de la Couronne. Troisièmement, la loi 135 est aveugle à un demi-siècle de progrès au chapitre des relations de travail, ce qui met le gouvernement provincial dans un cas flagrant de violation de la Charte et des conventions internationales dont le Canada est signataire. Tout porte à croire que l'appareil judiciaire québécois est dangereusement hypothéqué. La loi 135 n'a pas seulement mis fin à une grève légale. Elle a unilatéralement imposé une convention collective de cinq ans. Au lieu de prendre des dispositions législatives reflétant la dernière offre du gouvernement, ce dernier a plafonné les salaires à un niveau inférieur au coût de la vie. Toutes les conditions de travail ont été fixées et sont non négociables jusqu'en 2015.

Les vastes pénalités relatives aux infractions de la loi 135 sont à couper le souffle. Elles transforment toute activité ou liberté d'expression, qui, aux yeux du gouvernement, mine l'appareil judiciaire, en une infraction punissable.

Au nombre des dispositions pénales, on retrouve la suspension de la rémunération, des amendes pouvant aller jusqu'à 125 000 \$ pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure la contravention et même la cessation d'emploi. Cette loi ouvre également la voie à des poursuites à l'endroit des syndicats qui représentent les procureurs de la Couronne et les juristes de l'État.

Tout cela est incompatible avec la décision historique de la Cour suprême du Canada, qui s'intitule *Health Services and Support – Facilities Subsector Bargaining Assn. c. Colombie-Britannique*, [2007] 2 S.C.R. 391, dans laquelle on soutenait que le droit à la négociation collective respecte la dignité humaine, aide à apporter un certain équilibre aux inégalités historiques entre l'employeur et l'employé, et renforce la démocratie.

Les retombées au Québec ont été dévastatrices. Environ 40 procureurs en chef ont présenté leur démission de leur poste de cadre. Des juristes de l'État vénérables, y compris le président de l'Association des procureurs aux poursuites criminelles et pénales (APPCP), l'organisme qui est le porte-parole des procureurs de la Couronne au Québec, sont allés jusqu'à demander l'intervention du gouvernement fédéral.

Dans son plus récent discours du Trône, le premier ministre a fait état du désir du gouvernement fédéral d'enrayer le crime organisé afin d'assurer la sécurité des collectivités. Ironiquement, si les procureurs de la Couronne et les juristes de l'État au Québec continuent d'être étouffés par la loi 135, plus de Canadiens seront victimes des gangs et des criminels resteront impunis.

Nous avons demandé au Procureur général du Canada de contacter le Ministre de la Justice du Québec pour lui demander de revoir sa position. La loi 135 doit être abrogée, sinon elle risque d'être invalidée par les tribunaux. Entretemps, même si la grève est terminée, l'administration de la justice au Québec reste en situation de crise.

[Letter to the Minister of Justice and Attorney General of Canada](#)

[Letter from the President of the Canadian Association of Crown Counsel](#)

[Back-to-work bill "unconstitutional"](#)

[Media Coverage 1](#)

[Media Coverage 2](#)



Photo: Strike Protest, Quebec City, February 8, 2011
[Video footage](#)

La loi 135 : Une agression contre la communauté juridique

Un assaut brutal a été porté contre les droits fondamentaux de nos collègues, les 1 500 procureurs de la Couronne du Québec.

En tant que délégués ministériels, nous sommes tous unis sous serment pour faire valoir la règle du droit et devons nous conformer aux normes les plus élevées en matière d'éthique et de professionnalisme. Par contre, la loi 135 a pour effet de perpétuer des charges de travail démesurées, de forcer à faire le tri des priorités et de mettre nos obligations en péril.

Pour ces raisons, nous appelons tous les procureurs général, tous les barreaux provinciaux, voire tous les membres de la communauté juridique, à dénoncer collectivement cette loi indigne. Elle va à l'encontre de nos valeurs.

[Lettre au Ministre de la Justice et Procureur général du Canada](#)

[Lettre au président de l'association canadienne des juristes de l'État](#)

[Back-to-work bill "unconstitutional"](#)

[Revue de Presse 1](#)

[Revue de presse 2](#)